

● (1430)

L'AGENCE DES PERSPECTIVES DE L'ATLANTIQUE

LA RESPONSABILITÉ DEVANT LE PARLEMENT

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, le premier ministre a enfin annoncé la création de l'Agence des perspectives de l'Atlantique. On nous dit que l'un des principaux architectes du programme a été un certain M. Dalton Camp, et que cette agence va être dirigée par l'ambassadeur en Allemagne de l'Ouest, Donald McPhail. Le ministre compétent est le sénateur Lowell Murray.

Des voix: Bravo!

M. Baker: Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Parmi tous les députés ministériels, n'y avait-il pas un homme ou une femme capable, selon le premier ministre, d'être le ministre responsable de cette nouvelle agence? Le gouvernement ne s'inquiète-t-il pas du fait qu'aucun député ne peut même poser une question au nouveau ministre responsable de cette agence, car il se trouve au Sénat plutôt que parmi nous? Ce sénateur n'a de comptes à rendre à personne, si ce n'est au premier ministre, auquel il doit tout.

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, je suis heureux de signaler à mon honorable collègue qu'on m'a chargé de répondre aux questions à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Je suis tout à fait disposé à changer de place avec le sénateur Murray, au besoin.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Il se peut que les sénateurs libéraux n'aient de comptes à rendre à personne, mais les sénateurs conservateurs sont comptables envers le premier ministre et leurs collègues du Cabinet. Notre premier ministre prend des mesures concrètes, contrairement au chef de l'opposition officielle, qui se contente de tergiverser.

Je ferai de mon mieux pour rendre des comptes à la Chambre au sujet de cette très importante agence, de concert avec le sénateur Murray, qui se chargera de cette tâche au Sénat. Nous nous assurons tous deux que l'on consacrerait la somme prévue de 1,05 milliard de dollars à de nouvelles activités et qu'on financera de nouveaux projets au cours des cinq prochaines années. Je remercie mon collègue de l'intérêt qu'il porte à cette question.

LE FINANCEMENT FÉDÉRAL

M. George Baker (Gander—Twillingate): Monsieur le Président, le premier ministre peut nommer tous les porte-parole qu'il voudra. Le fait demeure que le ministère de l'Expansion économique régionale n'est plus qu'un vague souvenir et que celui de l'Expansion industrielle régionale s'est sclérosé. Tout l'avenir du développement industriel des provinces de l'Atlantique est maintenant entre les mains de la nouvelle tröika du

Questions orales

premier ministre, soit le bureaucrate Camp, le diplomate McPhail et le vieux condisciple Murray.

Le ministre ne comprend-il pas qu'un milliard de dollars réparti sur cinq ans et divisé entre quatre provinces équivaut à environ 50 millions de dollars par année pour remplacer les 65 millions que Terre-Neuve recevait naguère du ministère de l'Expansion économique régionale? Ensuite, le gouvernement doit supprimer à la fin du mois un programme de prêts de bonification aux pêcheurs d'une valeur de 250 millions de dollars. Le ministre ne peut-il pas reconnaître qu'il s'agit simplement d'un recyclage aboutissant à moins d'argent, à moins de contrôle parlementaire, et à un contrôle global par un seul et unique sénateur?

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Transports): Monsieur le Président, nous comprenons tous que notre distingué collègue soit très ombrageux aujourd'hui. Son frère Winston a échoué samedi lors du congrès à la direction de son parti. Winston Baker a obtenu le traitement qu'il méritait et s'est retrouvé dans le pétrin.

Quant à...

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: J'imagine que le ministre s'apprêtait à dire: «Quant à la question...» Je l'invite donc à y répondre sur-le-champ.

M. Crosbie: Oui, monsieur le Président. J'ajouterai qu'ils avaient préparé pour vendredi soir une soirée d'adieu au cours de laquelle ils devaient rendre hommage à Leo Barry, leur chef précédent. L'ennui, c'est que leur ancien chef ne s'est pas présenté. Frappé à mort par ses anciens collègues, il n'a pas pris la peine d'y aller. Voilà un précédent pour le chef de l'opposition officielle.

Quant au programme du MEER qui s'est tari, celui-ci a connu des temps d'extrême sécheresse par suite des 32,9 millions de dollars dépensés à Terre-Neuve dans le cadre de l'Entente de développement économique et régional et de l'Entente-cadre de développement au cours de la dernière année financière complète du gouvernement libéral, soit 1983-1984. L'année dernière, ce montant a été porté à 75,9 millions de dollars, soit plus du double, et cela va continuer. En outre, le gouvernement va dépenser dans les provinces de l'Atlantique encore 1,05 milliard de dollars, soit 200 millions de dollars par année, ce qui est toute une galette. C'est d'ailleurs une galette dont nous avons bien besoin dans les provinces de l'Atlantique.

LA CRÉATION D'EMPLOIS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, le ministre a fait de l'esprit aux dépens du frère du député de Gander—Twillingate. J'espère seulement que, contrairement au ministre, il n'entrera pas au parti conservateur maintenant qu'il a perdu le leadership libéral.

M. Crosbie: Il a déjà été néo-démocrate.